

[ATTAC-LOCAL] LE DEUXIEME SOUFFLE DE PORTO ALEGRE - PORTO ALEGRE 2003 – Extraits

- Le Forum Social Mondial de Porto Alegre a tout juste trois ans, comme le siècle d'ailleurs. Quel chemin parcouru en trois ans ! Depuis que s'impose l'idée que le mouvement de résistance à la mondialisation doit être capable de définir son propre agenda, qu'il faut préparer le passage de la résistance aux propositions, passer de l'anti-mondialisation à l'altermondialisation.

Depuis aussi que le mouvement social brésilien et la ville de Porto Alegre offrent leur hospitalité. Le Forum Social Mondial hérite de Seattle, des manifestations de Washington, Prague et Gênes ; il inaugure aussi une nouvelle séquence du mouvement social et citoyen mondial, une séquence qui a sa propre dynamique, son propre rythme.

Cette année, le FSM est clairement confronté à quatre défis.

- **Le premier défi** est celui de la guerre. Il s'agit de mobiliser contre la guerre sans être instrumentalisé par la menace de guerre. Certes, dès le début personne n'a jamais négligé l'étroite liaison entre les conflits, les guerres et les développements. Mais, cette année, la guerre contre l'Irak avec son caractère de provocation de plus en plus ouvertement impériale a été omniprésente. Le risque est que la guerre ne marginalise le mouvement, puisque, aussi bien, c'est une des raisons d'être de ces guerres, ou que la discussion sur la guerre ne marginalise toutes les autres. La manière dont le mouvement, l'an dernier avait surmonté la situation analogue du onze septembre 2002, est encourageante. La mobilisation contre la guerre en Irak a été massive, particulièrement marquée par la présence de trois mille américains, la deuxième délégation du forum. Même si elle n'est pas suffisante pour empêcher une administration américaine engagée dans sa course folle pour l'hégémonie de déclencher la guerre, elle contribuera à l'isoler préparant ainsi l'avenir, en phase avec l'émergence d'une conscience universelle et d'une opinion publique mondiale.
- **Le deuxième défi** est celui de l'élargissement. Il ne s'agit pas seulement du nombre avec le passage à cent mille participants, bien que les problèmes d'organisation, particulièrement des traductions, commencent à être difficiles à assumer. Il s'agit du difficile équilibre entre unité et diversité, de la capacité à construire l'unité de la diversité. Même s'il n'est pas encore complet, l'élargissement géographique est réel. Les forums régionaux, à Florence, Hyderabad, Addis-Abéba, Ramallah, Rabat, en Amazonie, etc y sont pour beaucoup. Toutefois, les régions asiatiques, africaines et arabes ne sont pas encore assez bien représentées, ce qui explique l'importance de la tenue de la prochaine session du FSM en Inde. L'élargissement se mesure aussi à la multiplication des forums et initiatives associées qui attestent de la convergence des dynamiques sociales et citoyennes. Ainsi les Rencontres et Forums mondiaux de l'éducation, des femmes, des syndicats, des mouvements paysans, des " no-vox ", le camps des jeunes, les forums des élus locaux, des parlementaires, des juges, la réunion des ATTAC. L'élargissement social est encore loin d'être complet. Non que le Forum se résume comme on l'entend parfois aux " couches moyennes progressistes ", même si dans les débats on peut voir se manifester un biais intellectualiste qui n'est pas sans référence sociale, et même si les hiérarchies sociales dominantes ne sont pas annulées miraculeusement par la participation au Forum. De nombreuses associations participantes au Forum sont des organisations populaires, syndicales, paysannes, d'habitants, de jeunes etc. De plus, la participation massive des brésiliens aux diverses manifestations du Forum atteste de la présence des couches populaires. Mais, il reste que le mouvement est confronté à la question de la signification sociale des projets de transformation, tant en termes d'objectifs que d'alliance. Quelle place, " les plus démunis ", auront-ils dans un autre monde possible et quelle place ont-ils dans le mouvement qui se bat pour cet autre monde ? L'interrogation, bien que centrale n'est pas facile à prendre en compte, du fait de l'évolution des sociétés et de la nécessité de penser la question sociale à l'échelle mondiale. Un travail sur les représentations, à partir des pratiques et des situations, est indispensable. Il n'est pas indifférent dans la définition des projets de parler des pauvres, des exclu(e)s, des " sans ", des exploité(e)s, des opprimé(e)s, des " discriminé(e)s ". L'élargissement s'apprécie aussi avec la place de plus en plus centrale de la culture dans les mobilisations et dans les débats. La question des langues est abordée dans toutes ses dimensions, dans la volonté de construire une pensée mondiale respectueuse de la diversité des langues et des cultures, dans le droit pour chacun de participer au débat en parlant sa langue, dans l'engagement volontaire des centaines de traducteurs bénévoles qui maillent l'espace des forums sociaux mondiaux. Le Forum social

mondial est aussi un espace de rencontre entre des courants politiques, idéologiques, religieux, culturels qui apprennent à se reconnaître en attendant de mieux se connaître et, un jour prochain, de se comprendre.

- **Le troisième défi** est celui de l'approfondissement. Les 1300 séminaires et ateliers ont été certes inégaux ; dans plusieurs d'entre eux les débats ont fortement progressé. Une orientation générale, amorcée l'an dernier, s'est dégagée et a irrigué l'ensemble du Forum Social. La régulation des économies et des sociétés doit être fondée sur l'accès aux droits civils et politiques, comme aux droits économiques, sociaux et culturels et non sur la logique des marchés financiers. Dans cette perspective une discussion a été engagée sur la nature des propositions à avancer. Comment articuler des propositions qui permettent de faire progresser les mobilisations et d'inscrire les droits dans des politiques ? L'approfondissement se dégage dans des réseaux qui existent déjà ; sans continuité, il n'y a pas beaucoup de possibilités d'accumulation et de progression des connaissances. Le Forum Social leur offre un espace pour élargir les réseaux et les consolider, connecter les réseaux qui travaillent sur les mêmes thèmes ou des thèmes connexes, enrichir les problématiques à partir des manières de poser des problèmes analogues dans des situations différentes, vérifier les hypothèses, construire une culture mondiale de la connaissance du monde et des alternatives. Ainsi en trois ans, d'un thème à l'autre, on a pu mesurer la progression. La première année, les " parties prenantes " ont appris à se connaître et à se reconnaître, des cercles se sont formés, des problématiques communes ont été amorcées. La deuxième année, les diagnostics ont été discutés et partagés, les problèmes reliés entre eux, des propositions esquissées sous la forme d'affirmation de principes et d'objectifs communs. Cette année, des propositions ont été avancées en termes de choix stratégiques et d'actions à mener par les mouvements sociaux et citoyens. L'approfondissement est sensible sur toute une série de thèmes, parmi ceux que j'ai pu avoir l'occasion de suivre ou d'entendre rendre compte, citons les droits économiques, sociaux et culturels ; la paix, les conflits et le développement ; le droit à l'habitat ; le droit à la ville ; la démocratie participative ; l'eau ; les services publics ; etc. Nous l'illustrerons sur deux exemples. L'approfondissement est sensible, par exemple, sur la question de l'eau. La première année, on prend la mesure du problème, des inégalités et de la diversité des situations. Ainsi de l'accès à l'eau qui va de 20 litres par jour et habitant pour un haïtien pauvre, à 700 litre pour un étatsunien et même plus de 4000 pour un californien ; sans compter l'assèchement du fleuve Colorado et les pipe-lines géants pour aller chercher l'eau au Mexique. De même la pollution des nappes, l'évolution climatique, l'hydraulique rurale, la rente de l'eau et les multinationales de la distribution, etc. La deuxième année, l'Assemblée mondiale de l'eau décide de retenir la norme d'accès minimale de 50 litres par jour et habitant et de la relier à la taxation globale. Cette année, un programme en sept points est adopté (sortir l'eau de l'AGCS, nouvelles institutions légitimes, définir le droit à l'eau, gestion locale des questions d'eau, transparence des contrats de gestion, limitation du gaspillage, limitation de la pollution). Pour préparer une intervention lors du Forum mondial de l'eau de Kyoto qui doit déblayer le champ pour les privatisations, des Forums sociaux alternatifs de l'eau sont lancés par grande Région ; ils sont programmés au Brésil, aux Etats-Unis, au Ghana, au Japon ; le forum européen se réunira à Florence en mai 2003 et préparera le Forum Social Européen de Paris-Saint Denis. Il mettra l'accent, à partir de l'alliance entre usagers, écologistes et syndicalistes, sur la lutte contre les privatisations, le rôle des municipalités et la mise en lumière du rôle des grandes multinationales de l'eau. L'approfondissement est aussi sensible sur la question de la ville et de l'habitat. Les deux premières années, le Forum des élus locaux réaffirme avec conviction le rôle stratégique des municipalités et des collectivités locales. Cette année, une orientation plus nette fait son chemin : ce qui pourrait caractériser une municipalité progressiste c'est, d'une part, l'égalité d'accès aux droits pour tous et, d'autre part, la démocratie participative. Le Forum des élus locaux met l'accent sur l'importance et la diversité des nouveaux rapports entre les institutions locales et l'ensemble des acteurs locaux. Des éléments de programme commencent à apparaître dans cinq directions : égalité d'accès aux droits fondamentaux avec l'accent mis sur les services publics locaux ; lutte contre les discriminations avec une caractérisation particulière des politiques foncières et de transport ; production de richesses locales privilégiant l'emploi et les revenus du travail en assurant la pluralité des modes de produire sans négliger les formes de l'économie sociale et solidaire ; accès au logement et à l'habitat comme première concrétisation du droit à la ville ; accès à l'espace public en mettant l'accent sur la citoyenneté de résidence, l'importance des institutions démocratiquement élues et les formes nouvelles de démocratie participative. Cette nouvelle approche qui devrait être

précisée au Forum des Elus Locaux en novembre 2003, à Saint-Denis, pourra être portée par les élus locaux engagés dans le mouvement des forums sociaux à l'occasion du Congrès d'unification du mouvement municipal mondial, à Paris en mai 2004. Le panel sur le droit à la ville au Forum Social a été très significatif ; un vrai concentré de l'évolution du Forum Social ! Le public était constitué pour moitié par les mouvements sociaux, surtout les mouvements d'habitants adhérents à HIC (Habitat International Coalition) qui étaient représentés à la tribune ; d'autant que le MNLN (mouvement d'habitants brésilien) avait organisé, avec notamment le DAL français, une occupation de terrain. Un tiers du public était composé, à la suite d'une erreur de programmation, de cinq cents jeunes des favelas venus écouter le témoignage de Marcelo Yuka, un chanteur brésilien handicapé. Il y avait aussi Olivio Dutra, ancien gouverneur de Porto Alegre, nouveau ministre de la ville du gouvernement Lula qui venait présenter, avec toute son équipe, son programme. Le quatrième défi est celui du passage du social au politique. Il ne s'agit pas seulement de la discussion sur le rapport entre le mouvement et les partis. La dimension citoyenne, de plus en plus explicite, ouvre de nouvelles voies ; elle se concrétise dans les forums sociaux locaux. Cette année, la victoire de Lula au Brésil, ouvre une double question, celle du rapport avec un gouvernement qui pourrait s'inspirer des valeurs et des propositions du mouvement, celle d'un rééquilibrage géopolitique en faveur du Sud. L'indépendance entre le nouveau gouvernement brésilien et le Forum Social Mondial n'est évidemment pas en cause ; aucun n'est représenté par l'autre. L'inscription dans des politiques gouvernementales de propositions du Forum n'est pas anodine. Il n'est pas indifférent par exemple que le gouvernement indien vienne de décider de s'engager pour une taxe globale, du type de la taxe Tobin. Bien sûr, il en résulte autant d'opportunités nouvelles que de risques de récupérations. Le gouvernement Lula ouvre une nouvelle situation du fait de l'importance du mouvement social brésilien qui l'a porté et du rôle que ce mouvement, sans compter les hommes et les femmes qui y sont engagés, ont joué dans la montée en puissance du Forum Social Mondial. L'avenir du gouvernement Lula, ses succès autant que ses échecs, ne seront pas négligeables pour l'évolution du mouvement, de même que tout progrès du mouvement élargira les marges de manœuvre du gouvernement Lula. La préservation sourcilieuse de l'indépendance de chacun n'implique pas l'indifférence, elle nécessite au contraire une grande attention. Le nouveau projet deviendra une des références pour le monde dans la mesure où il sera capable de résoudre les questions brésiliennes. En mettant en avant deux objectifs emblématiques : éliminer la faim au Brésil et réduire la distance entre les régions pauvres et les autres, le nouveau gouvernement indique les priorités de son projet social, démocratique et national. Les premières mesures vont dans ce sens ; elles doivent être appuyées par des réformes structurelles en matière de sécurité alimentaire, réforme agraire, lutte contre la pauvreté urbaine, emplois, santé et éducation, logement populaire, réforme fiscale, sécurité sociale et lois du travail, modernisation des infrastructures. Il s'agit donc d'un programme d'envergure dont on ne peut attendre des effets définitifs visibles à court terme. La mise en oeuvre de ces politiques est confrontée à de nombreuses contraintes. La dette, et surtout la dette à court terme avec ses taux insupportables et la nécessité d'accroître les exportations de 10% par an pour faire face aux échéances. Ce qui explique l'appel contre le protectionnisme, le Brésil étant confronté aux politiques et aux pratiques des Etats-Unis et de l'Europe. Evidemment, cet appel n'est pas sans ambiguïtés, il peut être compris comme une manière de reconnaître un rôle positif au marché mondial ; il peut donner prise, comme ont voulu le souligner certains participants de Davos, à l'idée de l'inéluctable conversion au réalisme libéral. Sans chercher à limiter les marges de manœuvre des dirigeants brésiliens, le mouvement social doit réaffirmer ses positions sur sa défiance par rapport aux exportations, le choix stratégique pour la sécurité alimentaire et la référence à l'agriculture paysanne par rapport aux agrariens exportateurs. C'est sur cette base que peut se construire l'alliance entre les paysanneries brésiliennes et européennes. On comprend évidemment que la nouvelle équipe ait besoin de temps pour la reconversion d'une agriculture agrarienne vers une agriculture paysanne orientée vers la sécurité alimentaire et pour reconvertir sa dette ; c'est pourquoi, le soutien à une transition n'est compréhensible que s'il est resitué dans une perspective. Le débat sur la transition est tout à fait central. L'équipe Lula considère que la période de seize à dix-huit mois à venir est la période de tous les dangers, celle où il faudra faire ses preuves dans l'engagement des transformations tout en résistant aux offensives de déstabilisation tant internes qu'externes. Dans les conditions actuelles, le Brésil n'a pas les moyens de décréter unilatéralement l'annulation de sa dette, il lui faut éviter d'engager un affrontement hasardeux avec les institutions financières et les investisseurs. Le Brésil n'est pas complètement démuni, la

fragilité des économies latino-américaines et l'effet domino possible des crises financières, réduit les risques de coup d'état financier et ouvre quelques degrés de liberté dans les négociations monétaires. Par contre la pression de l'ALCA, la zone de libre-échange américaine, est forte ; le Brésil est là très isolé face aux Etats-Unis. Il lui faut gagner du temps pour travailler à la recomposition de l'Amérique Latine, notamment en faisant progresser une proposition d'union politique du Mercosur. La clé de la situation, la seule qui permettra de faire face aux turbulences, c'est la force du soutien populaire, la liaison vigilante et soutenue du mouvement populaire brésilien. Là aussi, il y a des raisons d'espérer, non seulement du fait de la confiance renouvelée du peuple brésilien à Lula, mais aussi dans les expériences des Etats et des municipalités qui ont montré, dans les dix dernières années, la capacité à surmonter des moments contradictoires et très difficiles sans rupture définitive entre les instances politiques dirigées par les alliances du PT, les mouvements populaires et l'opinion publique. En terme de conclusion provisoire, soulignons que nous entrons dans une nouvelle phase du mouvement social et citoyen mondial que l'on nomme le mouvement altermondialisation. Une formidable mise en mouvement, fondée sur un espoir renouvelé, est en cours. Elle n'est pas sans dangers, elle est fragile et contradictoire, mais elle est vivante. Il n'y a pas de point d'arrivée prédéterminé. Le défi est moins de canaliser et de maîtriser le processus que d'inventer, dans le mouvement de nouvelles perspectives. Cette nouvelle phase ne sera peut-être pas longue ; quelle que soit sa durée, elle marquera profondément la prochaine période et les formes du mouvement d'émancipation. L'année en cours sera riche en rebondissements avec les mobilisations contre le G8 à Evian, en France, en juin 2003 ; les mobilisations contre l'OMC à Cancun, au Mexique, en septembre 2003 ; la tenue des forums régionaux et notamment le Forum Social Européen, à Paris et Saint-Denis en France, en novembre 2003 ; le rendez-vous mondial en Inde au premier trimestre 2004. –

Gustave Massiah Président du CRID Vice président d'ATTAC 26 février 2003 - From: Eric Le Gall
<mailto:eric@attac.org>